

SINK TANK

**C'est quoi,
ce think tank ?**



**REFAIRE LE MONDE
PLUTOT QUE LE DETRUIRE**

Les cinq principes du Sink Tank

Parmi les crises que nous traversons, le bouleversement climatique est la seule qui nous **impose d'agir**.

Tous les scientifiques l'affirment : si nous n'avons pas totalement repensé nos modes de production avant le milieu du siècle (*disons, 2048*), nous habiterons une planète invivable d'ici la fin du siècle (*vers 2084*). Or, paralysés par une économie et une politique à bout de souffle, **nous n'arrivons même pas à faire le minimum**, comme respecter nos engagements de l'Accord de Paris.

Soyons clairs : nous n'y arriverons pas.

L'effort est trop important. Si nous voulons vraiment éviter le pire, il faut changer radicalement.

Pour rendre possible l'impossible, le Sink Tank explore la voie d'une injection d'argent massive et inédite, à tous les étages de la société, selon cinq principes :

1. Pour qu'un changement radical soit accepté par la majorité, il faut bousculer notre **société de consommation** le plus profondément possible, sans y renoncer, et sans faire peur avec une révolution anticapitaliste dont personne ou presque ne veut.
2. Pour faciliter la révolution écologique, il faut repartir sur des bases plus saines, renouveler notre **contrat social**. Nous proposons le remplacement de tous les impôts sur les particuliers par un **impôt sur les revenus et le patrimoine**, identique pour tous, pour financer les services publics essentiels.
3. Pour une consommation responsable, remplacer tous les impôts sur les entreprises par une **taxe unique sur l'impact environnemental**. À chacun de payer selon sa responsabilité, selon son empreinte. Cette taxe permettra de financer massivement la révolution écologique : recherche scientifique, investissements dans les infrastructures, subventions...
4. Pour soutenir la transition et faciliter la consommation et l'emploi responsables, remplacer les prestations sociales par un **revenu citoyen** de 900 € par adulte et 300 € par mineur, versé à tous sans condition, et financé par une pure **création monétaire**.
5. Pour que la révolution écologique ait lieu, il faut combattre les dogmes existants. Toutes nos réflexions sont donc portées sous forme de **dialogue, citoyen, en langage familier**. Pour que ça parle à chacun et que chacun en parle, pour que la question écologique soit, enfin, incontournable.

NOTE 001

SINK TANK

C'est quoi ce think tank ?

QUI ME PARLE ?

Une note éditée et publiée par

Le Sink Tank

www.lesinktank.org

Nos textes sont écrits sous forme de dialogue, en langage le plus familier possible, et le plus souvent anonymes. Le dialogue se prêtant mal à l'écriture inclusive, nous conservons parfois une écriture genrée. Cependant, le genre de l'auteur-e et de l'interlocuteur-riche varie selon les publications, et les tournures neutres (épiciènes) sont privilégiées.



Cette note est sous licence
creative commons **CC-BY-NC-ND**

Vous pouvez partager, copier, reproduire, distribuer, communiquer l'œuvre, par tous moyens, sous tous formats, sauf à des fins commerciales, sans modification et dans son intégralité.

*Pour toute utilisation, il est obligatoire de citer : **Le Sink Tank (www.lesinktank.org)**.*

*Par ailleurs, l'éditeur autorise les utilisations supplémentaires suivantes : les citations, longs extraits et reproductions partielles sont autorisés aux mêmes conditions (citation de l'auteur : **Le Sink Tank (www.lesinktank.org)**, et absence de but commercial).*

Pour toute modification, adaptation ou traduction, prenez contact avec le Sink Tank.

C'est quoi, ce think tank ?

Tu poses une excellente question. En quelques mots, tu l'auras compris, le Sink Tank est un think tank. Mais on te retourne la question : sais-tu ce qu'est un think tank ?

Tu me prends pour qui, évidemment je sais. On en entend parler parfois à la radio. Rappelle-le moi quand même.

Un think tank, c'est un institut de réflexion, qu'on traduit souvent en français par « laboratoire d'idées ». Dit plus simplement, c'est un groupe de gens qui écrivent des notes, principalement à destination des politiques, de la presse ou des chefs d'entreprise, pour réfléchir aux sujets d'avenir, comprendre la société, définir des orientations stratégiques. Les plus connus



et les plus influents sont probablement l'Institut Montaigne, à droite, et Terra Nova, à gauche, mais il en existe des dizaines, plus ou moins politisés, plus ou moins spécialisés (en économie, relations internationales, en sciences politiques...).

Oui bon c'est des intellos quoi.

On peut le dire comme ça.

La plupart des think tanks sont des associations, des fondations, et leurs membres sont des universitaires, des chefs d'entreprise, des experts, le tout animé par une petite équipe de bénévoles ou de salariés.

Et le Sink Tank, c'est pareil ?

Oui et non.

Oui, parce qu'on est bien un think tank : on produit des notes et des réflexions, on cherche à influencer le débat public.

Mais non, on n'est pas des universitaires, pas des journalistes, pas des experts en tous genres. Attention, on n'a rien contre les universitaires, les journalistes ni même contre les experts en tous genre, ils sont les bienvenus, mais ce qui nous caractérise, c'est avant tout l'adhésion à une *méthode* et à *quelques idées*.

Tout est parti d'un projet de livre écrit par l'un des fondateurs du Sink Tank, qui développe les principales idées que l'on porte. Au fil de relectures amicales et de discussions entre proches, au fil des mois, l'envie est venue d'aller plus loin et de donner un espace collectif à ce projet. C'est le Sink Tank.

Comme notre nom l'indique, on est certes un think tank, mais on n'a pas peur des jeux de mots, on a de l'humour. On veut marquer les esprits de tout le monde, pas murmurer à l'oreille des puissants.

Notre objectif n'est pas d'être une poignée d'intellos plus ou moins écoutés par les élites politico-médiatiques. Notre objectif est d'être un groupe de citoyens, le plus large possible, qui s'adresse au grand public, pour alerter sur les risques écologiques, mais aussi pour proposer des solutions simples et



consensuelles pour résoudre cette menace sans précédent sur notre civilisation.

Ouai bon, vous êtes une association de défense de l'environnement du coup.

Mmmmh oui et non.

Tu te fous de moi, tu vas pas me faire le Normand à chaque question...

Oui et non, vraiment.

Oui, techniquement, on est une association loi 1901 tout ce qu'il y a de plus classique, et oui, techniquement notre statut précise que l'objet de notre association est « la préservation de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique ».

Mais nous ne sommes pas attachés à la défense d'un lieu en particulier (nous luttons contre le réchauffement climatique et la menace générale sur l'environnement), nous ne sommes pas Greenpeace ou le WWF, nous ne sommes pas non plus des activistes comme Alternatiba ou Extinction Rebellion, nous ne portons pas des sujets précis comme Notre affaire à tous (la justice climatique) ou Oxfam (les inégalités), nous ne sommes pas des spécialistes comme The Shift Project (ingénierie pour une économie décarbonée) ou negaWatt (transition, économies d'énergie).

Nous agissons à la fois pour sensibiliser et pour alerter sur les risques, mais nous proposons surtout une nouvelle vision politique, un projet de société, positif, à travers des mesures qui peuvent rassembler le plus de monde possible, indépendamment des préférences politiques.

Nous voulons être la voix des millions de gens que le réchauffement climatique inquiète, mais qui ne savent pas quoi faire et qui ne comprennent pas pourquoi personne ne fait rien.

On veut être les représentants de ceux qui éteignent la lumière et qui trient leurs déchets bien gentiment, mais qui savent qu'on est loin du compte. On veut prendre la parole pour leur dire, à tous et au nom de ceux qui s'inquiètent, qu'avec *un peu plus*



d'inventivité, un peu plus de pression, un peu plus d'engagement politique, on peut faire mille choses.

Euh, « engagement politique », ça veut dire quoi ?

Vous êtes un parti politique alors ?

Bon, là : arf, non. C'est clair : non.

Pas du tout. Nous défendons des idées de réforme, nous souhaitons que le débat citoyen en tienne compte, mais nous ne sommes pas un parti politique.

Nos adhérents sont tous des individus, anonymes, tout le monde est bienvenu à bord quelles que soient ses opinions, avec une seule exception, les entreprises ne sont pas autorisées à adhérer ou à faire un don. Nous ne recevons même pas de subvention publique.

Nous sommes une association liée à aucun parti politique, ni vert, ni rose, ni aucune couleur, ni de gauche ni de droite.

Lol alors là « ni de gauche ni de droite », c'est fini, game over, tu m'as perdu.

Non mais attends, c'est important.

Tu ris, on sait bien, ça sonne comme une mauvaise blague, ou comme un truc de droite.

Mais c'est en fait un choix extrêmement fort : on cherche à révolutionner notre économie, notre façon de consommer et de produire, mais sans faire la révolution anti-capitaliste. Oui, c'est possible. Si tu ne nous crois pas sur parole, tant mieux ! Lis les notes qu'on produit, creuse, creuse. Nous non plus on n'aime pas les discours trompeurs.

Ce qu'on veut, c'est que la question écologique devienne incontournable, on veut que les responsables politiques *de tous bords* soient forcés d'en faire une priorité. Lors de l'élection présidentielle qui vient de se tenir, les enjeux écologiques ont occupé moins de 4 % du temps d'antenne ! C'est plus possible.

Dans cet esprit, une des réussites qui nous a inspirés, c'est la Primaire Populaire. Tu te souviens d'eux ?



Les gens qui voulaient une candidature unique à gauche ? Je croyais que vous étiez apolitiques ? Je ne comprends plus ?

Ce qu'ils ont fait est intéressant non pas tant sur l'objectif (que chacun jugera selon ses convictions), mais sur la méthode.

La Primaire populaire, c'est une association qui est partie de pas grand-chose mais qui, à force de bouche-à-oreille, à force de recruter des adhérents, à force de présence médiatique régulière, a réussi cet incroyable pari : obliger tous les candidats de gauche à se prononcer sur la question d'une candidature commune. Alors, certes, tous n'ont pas dit oui. Certes, la candidature n'a pas eu lieu... Mais : tous ont dû *répondre*. Pendant des semaines, cette question a été un caillou dans leur chaussure. Et au final, quelques mois plus tard, tous ou presque se sont réunis pour les législatives. Mais même si cette union n'avait pas vu le jour, la Primaire Populaire a réussi ceci : devenir, en quelques mois, le caillou dans la chaussure de toute la gauche.

Nous voulons faire pareil : obliger tous les politiciens à s'engager franchement dans la révolution écologique, ou à assumer les conséquences de leur inaction pour nos enfants.

Et pour rendre incontournable la lutte contre le réchauffement climatique, le Sink Tank propose des réformes de fond, mais s'appuie aussi sur une large communication.

LA MÉTHODE DU DISCOURS

On a deux dimensions, le Sink et le Tank.

Oui oui, les jeux de mots en anglais, ça commence bien, vous pouvez pas parler français déjà ?

Bonne question !



Tu as raison, on cause anglais et on fait un jeu de mot pourri. « Sink » ça sonne comme « think » à la française, et *sink* en anglais, c'est couler. On est le think tank pour ne pas couler. Le laboratoire d'idées contre l'effondrement. Et sinon, on est juste le Sink Tank, c'est comme ça et c'est pas plus con que Tik Tok. D'ailleurs, si tu préfères, tu peux y voir une référence asiatique, le Yin et le Yang, le think et le tank.

Et puis, surtout : oui, on parle comme on cause.

Ça va même être notre marque de fabrique.

Si le bon mot, c'est *think tank*, on va pas se compliquer la vie avec « laboratoire d'idées ». Si ça va plus vite en anglais, si les gens comprennent : c'est ça qui compte, c'est ça l'essentiel. On va pas couper les cheveux en quatre, enculer les mouches, franciser pour rien, compliquer pour rien, utiliser des mots savants pour rien...

Ah ouai, vaut mieux le bon sens du boucher-charcutier plutôt que les réflexions des intellos déconnectés... Super...

Non, on est là pour produire des idées, des idées intelligentes, une vision de la société... mais si on veut être utiles, il faut que ce qu'on dit soit compréhensible.

Ce n'est pas parce que ce qu'on dit est intéressant qu'il faut que ce soit chiant. La vulgarisation, c'est un mot noble pour nous. On l'applique même au sens propre, langage vulgaire, langage familier.

Si tu préfères des termes plus soutenus : nous privilégions l'interpellation, le dialogue citoyen, nous sommes pour une forme de maïeutique socratique.

Le Sink Tank commence par là, des idées puissantes rendues faciles à comprendre parce qu'elles sont énoncées clairement (pas comme cette phrase). Quand on pense au nombre d'excellentes propositions parfaitement inconnues et illisibles, c'est déjà pas mal.



C'est le côté Tank. On veut être un char d'assaut, on veut bombarder les idées reçues, canarder les dogmes économiques, sulfater les barrières psychologiques qui gênent la transition écologique et arroser d'idées neuves.

On va donc mobiliser un registre inédit, complémentaire de l'action des autres associations environnementales et des autres instituts de réflexion : l'humour, la provocation, l'audace.

Si l'écologie galère, c'est parce que n'importe qui sur un plateau télé peut parler « d'écologie punitive » sans se faire corriger, parce qu'un président peut traiter les écolos d'Amish (enfin, traiter, c'est pas aimable pour les Amish)...

C'est sûr que c'est facile de se foutre de la gueule des hippies en chandail, quand un nouveau maire ne trouve rien de mieux que d'interdire les sapins de Noël...

Eheh, toi aussi tu tournes vulgaire, mais un peu caricatural.

Mais c'est pas grave, car c'est justement à nous, qui voulons refaire le monde, d'avoir de la répartie, d'avoir de l'humour, de faire envie. C'est à nous de ne plus nous faire marcher sur les pieds par les prétendus « raisonnables », qui regardent ailleurs pendant que notre maison brûle (*since 2002*), qui s'arrogent le monopole de la « bonne gestion » alors qu'ils démolissent littéralement la Terre entière depuis des décennies.

Il faut flinguer les idées reçues économiques. Pour ceux qui ont la réf, « *la guerre c'est la paix* », ça suffit. Il y a plus de mensonges, de contre-vérités, de dogmes imbéciles dans notre société que dans celle qu'Orwell nous promettait pour 1984. Le « débunkage » ou les « fact-checkers » ne servent plus à grand-chose, tant l'absurde règne. Alors on va tanker tout ça, raser la connerie au char d'assaut.

Mais aussi, et au-delà : notre rôle est de proposer une vision, un projet de société.

C'est le côté « Sink » ?

Bien vu, on aime quand tu suis attentivement.



PROPOSER

Tu suis bien, mais reprenons quand même : si l'écologie galère tant, c'est aussi parce qu'on peut parler « d'écologie punitive », « d'Amish »... C'est parce que c'est si facile de se foutre de la gueule des hippies en chandail...

Et si ça marche si bien, ces vannes, c'est beaucoup parce que *se priver, ça ne fait pas rêver*. Renoncer à la viande, à l'avion, à la vie, c'est pas une vie. C'est tellement difficile de lutter à contre-courant des tombereaux de pubs, de sollicitations, de gadgets qu'on nous met sous les yeux. Allez, pour faire passer le projet de réseau 5G, Macron fait une petite vanne sur les Amish en conférence de presse, et hot c'est parti, *on pourra regarder Netflix en ultra high resolution extra sur notre smartphone*. Hop une vanne, et ça passe comme ça, feu vert présidentiel pour les opérateurs. Alors que vraiment, il aurait fallu en débattre : a-t-on besoin d'améliorer la vitesse, vu la qualité déjà atteinte et vu l'empreinte carbone des serveurs informatiques ? Mais c'est si difficile de résister, *la 5G c'est bien*, une vanne rétrograde – *Amish !* – et terminé on ne discute même pas, et puis au fond *c'est vrai qu'une connexion plus rapide c'est pratique*.

C'est triste.

C'est triste mais d'une certaine façon, il faudra bien faire avec.

La société de consommation existe, on ne peut pas faire comme si on pouvait s'en débarrasser d'un claquement de doigt.

C'est pourquoi les solutions qu'on propose ont cet objectif : rester réaliste, rester compatible – dans toute la mesure du possible – avec la société de consommation. On va essayer de rester dans la zone de confort. On va faire rire, et on va aussi essayer de faire rêver.

Eh bien je ne sais pas si vous allez « faire rêver », mais en tous cas pour rêver, vous rêvez ! Si on ne bouleverse pas notre consommation et notre production, on va droit dans le mur.



Tu as parfaitement raison, mais comment fait-on si la plupart des gens ne veulent pas faire autrement ? On essaie d'en tenir compte, ou on coule en n'arrivant pas à appliquer le modèle parfait ?

Et allez, merci pour cette question rhétorique...

Permetts-nous d'insister un tout petit peu sur ce point :)

VITE

Si on choisit d'accepter la société de consommation comme elle est, ce n'est pas parce qu'on renonce à agir. Ce n'est pas parce qu'on se défause.

C'est parce que les mensonges, les dogmes économiques, on peut les combattre, mais les réalités sociologiques, les structures sociales qui ont mis des décennies à se solidifier, c'est une autre paire de manche.

Combattre la société de consommation, aller à contre-courant, c'est possible, mais ça prend plus longtemps.

Or, on n'en n'a plus trop, du temps. Ça aussi, il faut le faire comprendre.

Le Sink Tank veut utiliser tous les registres pour sensibiliser. On veut faire rire contre les imbéciles, on veut vulgariser tout ce que l'intelligence produit, mais on veut aussi, un peu : FAIRE PEUR. Un peu peur.

Tic tac tic tac dit le GIEC : plus que trois ans pour agir, pour sauver quelques virgules de degré. *Tic tac tic tac, plouf.*

Le compte à rebours, ça fait peur, mais pour nous c'est surtout un moteur. Ce n'est pas une paralysie, c'est une motivation. *Tic tac*, fais quelque chose, sinon *tic tac*, ce sera encore pire demain.

On n'est pas les seuls. Selon un sondage récent (Harris interactive, février 2022), 27 % des gens pensent *qu'on va vraiment*



droit dans le mur. Étendre cette prise de conscience, réaliser que chaque mois, que chaque semaine compte, c'est crucial.

Il faut à la fois proposer une vision, et faire comprendre que le pire serait de ne rien faire. Ne rien faire, en réalité, c'est *choisir, c'est choisir de laisser la situation empirer.* On n'évitera pas tous les problèmes, d'ailleurs certains ont commencé à se manifester. Mais plus plus on agira vite et fort, moins les dégâts seront importants.

Ce compte-à-rebours, il nous motive, mais il explique aussi une bonne partie de notre position. L'urgence climatique, c'est la raison principale pour laquelle le Sink Tank fait le choix de se concentrer sur des propositions *compatibles avec l'ordre capitaliste existant*, avec la société de consommation. On n'a pas le temps de faire la révolution anticapitaliste *et* la révolution écologique.

Mais ce sont les deux faces d'une même médaille. Si on abat le capitalisme, on peut faire la révolution écologique facilement.

C'est peut-être vrai. Mais il y a un mot qui gêne dans ta phrase.

Lequel ?

« Si. »

C'est sûr que « si on renverse le capitalisme » tout est possible. Mais est-ce que c'est possible, de renverser le capitalisme ?

Et deuxième étape, ça va prendre combien de temps, de convaincre tout le monde de se débarrasser du capitalisme *pour* la révolution écologique ?

Tu le vois, ça fait deux sacrés combats au lieu d'un. C'est donc beaucoup, beaucoup plus compliqué et beaucoup, beaucoup plus long.

Et puis, honnêtement, qui le veut vraiment ? La contestation de l'ordre actuel elle s'exprime autant, voire davantage, du côté de l'extrême-droite. Ce qui rend le renversement du capitalisme non seulement long et complexe, mais en plus un peu aléatoire.



Parce que si tu renverses le capitalisme pour installer l'extrême-droite, on aura tout gagné...

Donc on reste comme des bons moutons bien sages ?

Effectivement, adopter ce parti pris, c'est un vrai choix, presque une provocation.

PAS DE RÉVOLUTION, C'EST UN PEU LA RÉVOLUTION

Dire « pas de révolution », « pas d'anti-capitalisme », c'est violent pour beaucoup de monde. Ne pas se venger de tous ceux qui ont fait de la merde, c'est beaucoup.

Mais encore une fois : il y a la vision idéale d'un monde parfait, et il y a les réalités sociologiques. Même si l'extrême-gauche fait du bruit, même si ses luttes sont indispensables, elle reste très minoritaire. En 2017, en agrégeant largement ses votes (Arthaud, Asselineau, Cheminade, Poutou), c'est moins de 2 % des inscrits, moins de 3% des votants. Même si tu ajoutais Mélenchon (qui ne propose aucune mesure anticapitaliste), on n'est qu'à 18 % des inscrits, ce qui veut dire que plus de quatre Français es sur cinq en âge de voter ne veulent pas en entendre parler. En 2022, c'est à peine mieux, 3,6 % des votants, 25 % en comptant Mélenchon qui, avec la création de la NUPES, confirme qu'il n'est rien de plus qu'un socialiste de l'aile gauche. Donc les lendemains qui chantent, ce sera des surlendemain.

La révolution, elle ne se fait pas dans les urnes !

Certes, mais après ta révolution, tu fais quoi ?

Il faut bien qu'un nouveau régime se mette en place. Et alors ? On fait la révolution, et d'un coup 5 % de contestataires arrivent à convaincre une majorité de citoyen-nes d'appliquer leur programme ? Par quel coup de baguette magique ? Ou par quel



coup de bâton dans les gencives ? Parce qu'à part une dictature verte ou rouge ou de la couleur que tu veux, on ne voit pas bien comment, en démocratie, une révolution peut se dispenser de trouver une majorité ?

Démocratie, démocratie... c'est plutôt une ploutocratie, le règne des riches et de l'argent... Ce sont toujours les mêmes privilégiés qui dirigent et qui profitent du système...

Certes, mais on s'éloigne un peu du sujet :) et puis même dans une ploutocratie, il faut quand même trouver une majorité. Et puis si, vraiment, on est en ploutocratie, alors ça aussi il faut en tenir compte.

Ça renforce ce qu'on vient de dire. Pour renverser l'ordre capitaliste, avec tout le pouvoir aux riches, bon courage ! Si tu y arrives, on sera ravis, mais honnêtement on n'y croit pas trop.

Nous, on est un think tank. On n'est pas des activistes, on propose des solutions.

Eh bien c'est quoi vos solutions, si on ne peut pas punir les responsables de la merde dans laquelle on patauge ?

Eh bien on propose de faire l'inverse. Comment peut-on faire rêver sans punir ? En récompensant ! On veut ouvrir un nouvel horizon qui motive tout le monde pour la révolution écologique.

UNE SEULE RÉVOLUTION : LA RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE

On n'est ni un parti, ni des activistes de terrain, on l'a dit, mais on va être des activistes du débat public. Produire des idées et les faire rayonner, pour refaire le monde du sol au plafond, le tout avec le sourire.



Convaincre le plus grand nombre de gens, c'est la clé. Peut-être pas rassembler une majorité de gens, mais en tous cas faire nombre, être assez pour peser dans le débat, pour être le caillou dans la chaussure des responsables.

Mais un caillou tout doux, qui propose des réformes trop mignonnes, comme tu vas le découvrir dans quelques pages.

Pour cela, il ne faut commencer par ne pas faire trop peur.

La révolution, ça fait peur.

Perdre son petit pécule, ça fait peur.

Perdre ses stock-options et ses millions, quand on est millionnaire, ça fait peur.

Renoncer à son confort, ça fait peur.

Mais oui mais bon alors, on ne fait rien ?

On doit montrer que ne rien faire, ça fait encore plus peur... c'est le côté communication... Mais on doit aussi proposer une vision de la société qui rassemble et qui motive.

C'est pour ça, fondamentalement, qu'on ne sort pas du capitalisme, qu'on ne révolutionne pas tout.

La raison numéro un, c'est qu'on n'a pas le temps. Le compte-à-rebours climatique, il compte sacrément. Et la raison numéro deux, c'est qu'on veut rassurer. On veut tout bouleverser, sans renverser. *Changer le monde, mais pas changer de monde.*

Et même, on veut plaire. On veut faire le maximum de gagnants, que personne n'ait rien à perdre, et surtout, que l'écologie donne envie.

Mais attends, tu rêves, c'est impossible.

On entre dans le deuxième étage de la fusée, les propositions.

Le Sink Tank, c'est un *tank* qui combat les idées reçues et qui bouscule tout le monde pour agir. Là-dessus, on sera sûrement nombreux à se retrouver. Mais quand ensuite, on doit proposer autre chose, proposer des mesures, là, c'est vraiment la guerre.



Alors nos propositions ne sont pas nombreuses, il n'y en a que trois. Elles sont concentrées sur des aspects économiques, mais parce qu'elles fonctionnent ensemble, en système, elles auront de profonds impacts sur la société. Enfin, c'est pas trois mesures au hasard : elles partagent trois points communs qui guident toute notre réflexion.

Le premier, c'est qu'elles ne visent qu'une chose : **la révolution écologique**. Pas juste la « *transition* », ni même la « *bifurcation* », vraiment la *révolution* cette fois : revoir toutes nos façons de faire en fonction des dégâts que l'on cause. Ça, ce serait une vraie révolution de notre société, c'est le cap qui doit nous motiver, nous conduire à faire autrement, à faire mieux. Au lieu d'être une contrainte, elle doit être prise comme une belle opportunité de faire autrement, mieux, plus juste.

Le deuxième point commun est qu'elles ont toutes les trois le même objectif : elles **libèrent de l'argent**, précisément pour financer cette révolution écologique. Elles ont un impact direct, sonnant et trébuchant.

Enfin, ce sont toutes les trois des réformes très **profondes**, mais qui peuvent être appropriées **par la droite comme par la gauche**.

Hmmm tu recommences avec ton ni de gauche ni de droite...

Juge par toi-même.

New deal

La première idée, c'est un *New Deal*. En français plus châtié des Lumières : ***un nouveau contrat social***.

Depuis presque 50 ans que le néolibéralisme a remis les Trente Glorieuses au rang de souvenir, la confusion la plus totale règne. La gauche applique des programmes de droite, la droite prétend faire du social, l'extrême-droite fait comme si elle défendait le peuple. Les services publics sont démolis au nom de la modernisation, tandis que les entreprises sont arrosées de milliards d'euros de subventions au nom de la compétitivité.

On vit en crise perpétuelle, l'angoisse alterne entre menace du chômage et stress de l'emploi, alors que, pourtant, nous n'avons connu que trois années sans croissance sur quarante-neuf exercices depuis 1973 (dont au moins deux krachs mondiaux et une pandémie mondiale).

Pour gérer ce foutoir, la puissance publique mobilise plus de 200 impôts différents, sans parler des cotisations sociales et de l'emprunt, le tout sans que personne n'y comprenne rien. On prend à Paul (le particulier, pas les boulangeries) et on donne à



Renault (les voitures, pas le prénom), on en rend un gros bout aux richards (toujours pas le prénom) et on culpabilise tous les autres de toucher des pensions pour lesquelles on a pourtant cotisé.

Dans ces conditions de bordel invétéré, comment tenir un débat public cohérent, ou même intelligible (on n'ose pas dire intelligent) ?

Et il faudrait, dans ce champ de ruines, mettre en œuvre et financer, par-dessus le marché, la transition écologique ? Mais comment ?

Vient un moment où on ne peut plus mettre de rustines. Il ne faut pas jeter le vélo, mais il faut changer les pneus. Les pneus de notre société (pour ne pas employer le mot démocratie trop souvent), ce sont les impôts, ce sont eux qui nous font avancer.

Le nouveau contrat social que l'on propose est, en réalité, tout à fait old school, et peut se résumer par : ***l'impôt doit financer les services publics.***

Dingue, ça !

Effectivement, ça c'est révolutionnaire !

Hmmm ?

Ça a l'air simple, mais c'est énorme. D'ailleurs, dans une minute tu vas dire : « non mais attends vous avez fumé ? ». Notre slogan c'est : « *Refaire le monde plutôt que le détruire* ». Ce qu'on propose, potentiellement, ça refait le monde en profondeur. Ce ne sont pas des réformettes.

Ce qui fonde une société (en tous cas une société libérale), ce sont ces trois petits mots, « l'impôt doit financer les services publics ». L'impôt, c'est une petite part de ressources que chacun accepte de mettre au pot commun, de son plein gré, pour financer des services et des infrastructures essentiels qu'on ne pourrait pas prendre en charge individuellement.

Ça n'a l'air de rien, mais ça implique donc beaucoup de choses.



Ce qu'on propose, c'est : de supprimer tous les impôts, toutes les taxes et toutes les cotisations sociales, mais aussi toutes les aides et toutes les subventions et, à la place, de **remplacer tous les impôts existants par un impôt unique** (sur les ménages) et une **taxe unique** (sur les entreprises, on va en parler juste après), et par un **revenu universel** (on en parle aussi juste après), le premier pour financer les services publics essentiels (égalité), la deuxième pour la révolution écologique (liberté), et le dernier pour la justice sociale (fraternité).

Non mais attends vous avez fumé ?!?

On t'avait bien dit... Mais regardons tout ça au calme, en commençant par revenir à notre Contrat social – « l'impôt doit financer les services publics ». On va le détailler en trois temps, comme les trois mots importants de cette phrase : « l'impôt », « financer », et « services publics ».

Dans cette logique rassurante, commençons donc par le premier : « l'impôt ».

Si tu lis attentivement, c'est différent de : « les impôts ». Aujourd'hui, avec plus de 200 impôts, taxes et cotisations, et pour chacun son assiette, son taux et ses dizaines d'exceptions, qui remplissent les milliers de pages du Code des Impôts, on ne sait jamais qui paye combien, qu'est-ce qui finance quoi, et pourquoi ? Les riches peuvent bénéficier de niches fiscales, voire carrément pratiquer l'évasion fiscale, et les grosses entreprises s'arment de fiscalistes qui leur permettent d'échapper largement aux impôts que versent les PME. Ça rend notre système fiscal non seulement profondément injuste (les plus forts optimisent quand les plus faibles subissent), mais il est en plus totalement illisible. Nul n'y comprend rien. Même notre impôt le plus banal et le plus « célèbre », l'impôt sur le revenu, fait l'objet de malentendus tenaces (« *Oh la la si je gagne plus je vais passer à la tranche supérieure et donc y perdre.* » Spoiler : non).

Si on veut conduire une réforme aussi profonde que la révolution écologique, il faut que l'action publique soit comprise, acceptable, financée équitablement. Ce qui est impossible dans le magma qui nous tient lieu de politique fiscale.



Il faut donc revenir aux principes démocratiques de base : un bon impôt doit être simple, clair, le plus global possible, et le plus difficile à frauder possible.

Nous proposons donc de remplacer tous les impôts existants par un impôt unique, pour financer les services publics essentiels.

Passer de 200 impôts à un seul, ça me paraît difficile !

C'est au contraire simplissime, tu effaces tout et tu recommences, c'est mille fois moins compliqué que d'étudier tous les leviers et chausse-trappes pour la moindre de hausse de 2,6 % de tel ou tel bidule fiscal...

Mais ça sert à quoi cet impôt unique ? Ça change quoi au fond, à part un peu plus de transparence ?

Ce qui change, c'est que chacun va désormais payer la même chose, pour financer le même bloc de services publics reconnus utiles par tous. Plus personne ne pourra s'y soustraire, ni jalouser personne, ni dire que l'État dilapide l'argent public.

Précise encore, c'est pas assez clair. C'est quoi cet impôt, et c'est quoi alors les services publics essentiels ?

Passons aux mots « **services publics** ».

Actuellement, nos impôts (au sens large, avec les cotisations sociales et les taxes de toute nature) financent les services publics, certes, mais pas seulement.

Ils servent aussi à payer des pensions à tous ceux que le système économique ne peut pas ou ne peut plus faire travailler : les vieux (retraite), les malades (Sécu), les chômeurs (Assedics) et autres exclus (RSA).

Après-guerre, on était tout fier de s'occuper de tout le monde, c'était notre gloire, on a appelé ça l'État-Providence (miracle divin), c'était notre fierté nationale (le fameux « modèle social à la française »).



C'était le bon vieux temps, c'était mieux avant ?

C'est toi qui le dis mais en tous cas, maintenant c'est devenu une honte : c'est « un pognon de dingue », c'est « l'État en faillite », c'est « le bon père de famille qui doit moderniser pour ne pas laisser des dettes aux générations futures », c'est feu à volonté sur les « assistés »...

Pourtant, on dépense encore plus d'argent en **aides aux entreprises** (83 milliards d'euros en 2019) qu'en pensions de chômage et de RSA réunies (80 milliards).

Au total (en 2019), moins de la moitié des « impôts » servaient à payer de véritables services publics, tandis que la majorité (55 %) visait juste à réparer nos conneries ou à aider l'économie : protection sociale (vieillesse, famille, chômage, exclusion, logement), pour 38 %, écologie et équipement, pour 8 %, soutien direct aux entreprises, pour 6 %, et service de la dette (le paiement des intérêts) pour 3 %.

Eh eh attends, c'est quoi les « véritables services publics » ?

Question complexe, car la réponse va beaucoup varier d'un pays à l'autre, mais excellente question !

Pour nous, pour faire court, ce sont les services publics qui sont, à travers le monde, le plus souvent assurés par la puissance publique et qui sont le plus souvent assurés en monopole. Ils ont un trait commun : ils génèrent des externalités positives (c'est-à-dire qu'ils apportent des bénéfices supérieurs à leur simple valeur individuelle) ou, au contraire, ils évitent de très fortes externalités négatives (des « effets secondaires ») s'ils étaient assurés par le privé.

Pour prendre un exemple très schématique, en s'éduquant à l'école, on apprend des choses pour soi, mais on gagne aussi en compétence pour travailler et rapporter de l'argent à nos entreprises. C'est une externalité positive.



À l'inverse, on peut imaginer que si la police était exercée par des entreprises, cela signifierait sans aucun doute la fin de la démocratie. Ce serait une énorme externalité négative.

Ce qu'on propose, c'est que l'impôt unique ne finance que ces services publics essentiels, et qu'on en profite pour en augmenter un peu leur budget, pour les rafistoler après les dégâts qu'ils ont subi depuis vingt ans.

Eh bien ce sont lesquels alors ?

Il y en a trois.

La **sécurité** au sens large : justice, défense, police et ordre public.

L'éducation au sens large : enseignement, de la maternelle au supérieur, formation professionnelle, recherche, culture, sport et loisirs, et si on est sympa culte (qui représente *peanuts*).

La **santé** : services ambulatoires et hospitaliers, Sécurité sociale.

On peut leur ajouter **l'administration** au sens propre : les dépenses de fonctionnement de base, mais aussi les affaires étrangères et le Fisc.

C'est tout ?

Ça paraît peu, mais c'est 605 milliards d'euros, 45 % des dépenses publiques.

Il s'agit du socle sur lequel tout le monde ou presque peut se mettre d'accord. Ce sont les services essentiels, indispensables, ceux qui profitent indiscutablement à toute la société.

Pour reprendre notre devise républicaine, ce sont eux qui expriment **l'égalité**. Égalité devant la maladie, école républicaine, sécurité et justice pour tous.

Et comme ce sont des services dont chacun tire également profit, il serait logique que chacun contribue à leur financement à parts égales, non ?



Si tu le dis ? C'est ce que vous proposez ?

Tout à fait !

Ces services publics, c'est le socle de la République, c'est ce qui fait qu'on forme une société. Tout le reste, c'est du luxe, c'est de l'économie, c'est la loi du marché, mais face à ces services essentiels, c'est autre chose, c'est « une personne égal une voix », c'est la même citoyenneté pour tous, donc ça devrait être, aussi, le même impôt pour tous.

Donc quoi, égalité ? Les riches ne paient pas plus d'impôt que les pauvres ? Les entreprises ne payent pas plus d'impôt que les ménages ?

Les entreprises, on va en parler juste après.

L'objectif est que chacun paye *le même pourcentage d'impôt* (c'est une égalité *proportionnelle*) et que personne ne puisse cacher sa fortune pour la soustraire à l'impôt.

Donc cet impôt que l'on propose s'appellerait **l'Impôt sur les revenus et le patrimoine (IREP)** et, comme son nom l'indique, il frapperait du même taux toute la richesse de la Nation.

Il toucherait tous les *revenus* : les salaires, mais aussi les revenus du capital (loyers quand on est propriétaire d'un immeuble qu'on loue, intérêts reçus, dividendes, ventes d'actions...).

Et il toucherait également tout le *patrimoine* : les immeubles que tu possèdes (si tu n'as pas fini de rembourser l'emprunt, tu ne payes que sur la partie déjà remboursée), et tes titres financiers.

Aux chiffres de 2019, pour arriver à financer environ 600 milliards d'euros de services publics essentiels, il faudrait un taux d'environ 20 % sur les revenus et de 2 % sur le patrimoine. Ça ne veut pas dire qu'il y a deux taux, en réalité la richesse nationale est composée d'environ 100 euros de revenus pour 1000 euros de patrimoine (net). Comme il y a un rapport de 1 à 10, l'impôt traduit ce même ratio, 2 %/20 %.



En contrepartie, fini les taxes foncières, l'impôt sur les sociétés, la CSG, la CRDS, et les dizaines d'autres dont tu ignores le nom...

Fini la TVA ?

Pas tout à fait, on la transforme mais on la garde, c'est elle dont on parle ensuite.

Mais au final, financièrement, qui y gagne et qui y perd ?

Normalement, selon nos calculs, tout le monde y gagne, si l'on tient compte du revenu citoyen dont on parlera à la fin.

Tout le monde y gagne, vraiment ?

C'est l'idée : motiver les gens ! Et leur donner les moyens financiers d'assurer la révolution écologique. Tu veux encore un coup d'anglais : c'est un New Deal 100 % win-win :)

L'humour c'est bien, mais si tu enlèves la progressivité de l'impôt sur le revenu, tu tues la solidarité fiscale, la base... T'avais dit « ni de gauche ni de droite », mais c'est quand même bien à droite là, non ?

Tu vois que ce n'est pas la révolution rouge, on ne t'a pas menti. Mais c'est tout de même la fin du néolibéralisme ravageur.

Car tu sur-estimes l'importance de l'impôt sur le revenu, qui focalise toute l'attention alors qu'il ne représente que 5 % des ressources publiques, et que sa soi-disant progressivité est en réalité complètement déminée par toutes les niches et évitements possibles.

Attends la suite, mais regarde, d'ores et déjà on avance. Parce qu'on sacralise les services publics essentiels, qu'on les renforce, qu'on leur redonne des moyens et qu'on arrête la spirale infernale de leur « modernisation » (aka démantèlement). C'est fini de chouiner et de critiquer la dépense publique tous les matins à la radio, c'est fini de se payer en stock options plutôt qu'en salaire, les services publics sont essentiels et tout le monde



va les payer, y compris les patrons du CAC 40. Fini les niches fiscales, et avec ce joli cadeau, pas de pitié pour l'évasion fiscale.

Et surtout, tout le monde paye, les pauvres comme les riches, sans exception. Fini les salauds de pauvres, fini les cochons de riches, chacun sera citoyen à égalité. Ne pas être toujours à regarder si l'herbe du voisin est plus verte, ne plus se jalouser, s'envier, se comparer, se dénigrer, refonder un contrat social pour repartir sur des bases plus saines, c'est mieux pour lancer une révolution écologique non ?

Et puis à la fin, en toute logique, même si le taux, c'est-à-dire les **proportions**, sont égales, en quantité c'est quand même bien les plus riches qui payent le plus, puisqu'ils ont plus de revenus, et surtout plus de patrimoine. C'est déjà pas mal, non ?

Pour nous, c'est égal, c'est équitable, c'est clair. Pour être clair, justement, résumons :

Proposition 1

UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

Nous proposons de remplacer les impôts actuels par un unique « Impôt sur les Revenus et le Patrimoine » (IREP), payé au même taux par chacun, pour financer des services publics concentrés sur l'essentiel, mais renforcés.

L'objectif : réconcilier les citoyens avec l'action publique, pour repartir sur des bases saines et ainsi mieux conduire la révolution écologique .

Responsabilité

C'est un mot tellement grand qu'il dépasse. Il faut dire qu'ici, on va faire l'inverse du chapitre précédent. On avait délimité précisément les services publics, et affirmé l'égalité de tous devant le service et devant son coût, l'impôt. Ici, ce sera l'inverse : on est dans le règne de l'activité économique, du marché. Ici c'est la *liberté* qui domine.

La loi de la jungle capitaliste ?

*Il n'y a jamais eu de « loi de la jungle », mais c'est pas bien grave.
C'est pas tant la loi de la jungle que l'indifférence.*

Explique.

Dans tes pratiques de consommation, tu fais bien ce que tu veux. Tu peux, si tu as les moyens, partir en week-end sur les plages normandes ou dans les vignobles bourguignons, tu peux partir en vacances en Italie ou en Thaïlande. Plus



prosaïquement, tu peux acheter ton PQ chez Lidl pour économiser de quoi te payer un McDo avec les enfants, ou tu peux préférer du triple épaisseur mais bon de toute façon tu ne manges pas de viande tes repas te coûtent moins cher. Tu peux partager un compte Netflix à quatre potes et boire des bières avec le reste de ta bourse étudiante, ou tu peux aller au ciné puis boire un chocolat chaud en terrasse. Tu peux payer 50 balles de putain d'agios ou hésiter entre un PEA, une assurance vie et acheter des bitcoins. Tu peux bosser 99 heures par semaine pour 99k par an ou passer 365 jours par an devant la télé en touchant les 575 euros de RSA auxquels tu as droit, tu peux camper devant la boutique pour acheter le dernier truc en avant-première ou piquer ses fringues à un clodo pour t'habiller, honnêtement, de tout ça, on s'en fout complètement, fais ta vie (mais à la réflexion, fous la paix au clodo).

Euh attends quand même, il y a des trucs plus gênants que d'autres non ?

Par exemple ?

Eh bien consommer pour consommer, c'est mal, ça bousille la planète...

Tu confonds deux choses.

La consommation, chacun fait ce qu'il veut. On peut imaginer que certains trucs sont plus vertueux que d'autres, mais honnêtement, qui est le juge de l'élégance ? Qui va dire ce qui est un luxe, ce qui est un achat idiot ? On ne s'en sent pas capable, et on ne voit pas bien qui le pourrait.

Mais l'empreinte écologique ?

Voilà, ça, c'est une vraie question.

On vient de le dire, que tu ailles visiter la Creuse ou l'Ardèche, que tu achètes des tomates chez Auchan ou aux champs, peu importe, c'est un jeu à somme nulle, l'argent tourne, certains en gagnent plus que d'autres, mais ce ne sont que des choix de consommation.



En revanche, la façon dont est produit que tu achètes, ça a des conséquences.

Sur les causes, chacun fait ce qu'il veut, à chacun ses préférences. Mais sur les conséquences ? Au nom de quoi ceux qui ne polluent pas devraient-ils subir les déchets, les nuisances et les dangers de ceux qui pourrissent tout ?

La contrepartie de la liberté, c'est la **responsabilité**. Sans elle, rien n'est possible, rien n'est juste. On te l'apprend depuis tout petit.

Oui, « Ma liberté s'arrête là où commence celle des autres » !

Non, ça on s'en fout complètement, c'est une morale pour même de huit ans, c'est de la philosophie de crèche. Non, c'est plus compliqué que ça : « fais ce que tu veux, mais n'abîme rien, ne fais de mal à personne, et s'il y a un problème, payes-en le prix. »

Ou encore : laisse les toilettes dans l'état dans lequel tu les as trouvées (si elles étaient propres bien sûr). Et si vraiment tu ne veux pas nettoyer les toilettes toi-même, paye quelqu'un pour le faire à ta place, mais ne demande pas à ton voisin de venir le faire gratos.

En voilà un exemple élégant...

Tant mieux si ça te choque, au moins tu retiendras. Et puis le caca, c'est de l'engrais, c'est bien plus sain et positif que la plupart des rejets industriels, alors imagine...

Bon, mais passons à autre chose : concrètement, ça donne quoi cette idée de responsabilité ?

Ce qu'on veut faire, c'est mettre tout le monde face à ses responsabilités. Le GIEC nous dit qu'on doit agir tout de suite ? Nous avons pris des engagements dans l'Accord de Paris ? L'État a été condamné pour inaction climatique ? Bref, il faut agir ? Eh bien, il faut que tout le monde, État, entreprises, particuliers s'y mette, et s'y mette sérieusement.



Pour responsabiliser chaque geste nuisible à l'environnement, le plus simple c'est de le taxer.

Mais attends, la punition, ce n'est pas tout, et tu disais que l'écologie ne doit pas être punitive !

C'est vrai... Mais bon à un moment, ça fait quarante ans qu'on « incite » et qu'il ne se passe rien, il va bien falloir être un peu plus ferme... Mais sur le fond tu as raison, et c'est pourquoi on propose une taxe qui sera fortement incitative.

Son fonctionnement serait le suivant. On fixe chaque année un objectif financier, un montant de taxe à collecter : cet argent est celui que nous allons consacrer au financement de la révolution écologique. Au départ, il sera fixé autour de 400 milliards d'euros par an.

C'est beaucoup non ?

Tu peux lire plus de détail sur les raisons de ce montant dans une autre note, mais dans l'esprit :

- c'est une somme qui doit être conséquente, pour financer, mais aussi pour inciter au changement ;
- C'est une somme qui est tout de même bien inférieure aux impôts et cotisations sociales que payaient auparavant les entreprises et les consommateurs. Avec la différence, ils auront donc des moyens pour financer leur transition vers un modèle plus vertueux.

Les entreprises seront même sacrément incitées à se bouger, car avec la révolution écologique, les ménages auront plus d'argent (via le revenu citoyen) et les investissements vers la transition vont créer un afflux énorme de commandes. Les opportunités de gagner de l'argent n'auront jamais été aussi nombreuses – *Si l'on travaille de façon vertueuse !*

Pourquoi « si l'on travaille de façon vertueuse » ?

Parce que si l'IREP sera égal pour tous, la taxe environnementale, à l'inverse, sera très variable, pour responsabiliser.



Nous appelons cette taxe TVE (taxe sur la valeur environnementale), car elle ressemble à la TVA, mais en beaucoup mieux.

Comme la TVA, elle s'ajoute au prix *hors taxe* des produits, et comme la TVA, elle est collectée et payée par les entreprises à chaque acte d'achat. Mais la différence est que le taux de TVE dépendra de l'empreinte écologique globale de chaque entreprise (puis, idéalement, de chacun de ses produits ou services). Le taux pourra aller de plusieurs centaines de pourcents (comme pour le tabac ou l'essence) à presque rien.

Du coup, la TVE, à la différence de la TVA, va faire mal aux entreprises. Comme le taux de TVA est presque toujours le même, il est aujourd'hui presque neutre pour elles. En réalité, le coût de la TVA pèse sur l'acheteur bien plus que sur le producteur.

Avec la TVE, les consommateurs pourront voir sur les étiquettes le prix de la taxe, et donc mieux choisir leurs produits.

Et pour les producteurs, si leur taux de TVE est plus élevé que celui de leurs fournisseurs, ils devront payer beaucoup plus de leur poche. Et s'il est plus élevé que celui de leurs concurrents, ils vont perdre des parts de marché.

Mais comment tu détermènes le taux ?

On va très vite là, ce sont juste les grands principes, tu iras creuser nos autres publications si tu veux davantage de détails.

Dans les grandes lignes, ça se passe en trois ou quatre étapes.

On commence par fixer l'objectif national de recettes : disons 400 milliards d'euros. Puis on descend à chaque niveau de responsabilité.

Puis on regarde les empreintes écologiques nationales. Si le secteur industriel représente 25 % de l'empreinte écologique française, il doit verser 100 milliards d'euros ($400 \times 25\%$).

Puis au sein, de ce secteur, si l'entreprise X représente 2 % des émissions, elle doit verser 2 milliards ($100 \times 2\%$)...



Et idéalement, si ce n'est pas trop complexe, parmi les produits de chaque entreprise, les plus polluants auront un taux de TVE plus élevé que les moins nocifs.

Pour connaître l'empreinte de chacun, on mesure des dizaines de critères différents, mais uniquement sous le prisme de leur impact sur l'environnement et la santé.

Et chaque année, on fait le bilan. Ceux qui se sont améliorés payent moins et ceux qui sont à la traine devront donc payer toujours plus, puisque la part des « bons élèves » diminuera.

On est bien dans une logique de responsabilité 100 % : soit tu ré pares toi-même les dégâts que tu causes, en accomplissant ta transition, soit tu payes les autres (l'État) pour qu'il répare à ta place.

Ça a l'air d'être un peu « usine à gaz » ?

Un peu, mais ce n'est vraiment compliqué que pour la mise en place, la première année. Après, l'évaluation et le contrôle seront bien plus simples. Et puis, des milliers d'ingénieurs ont déjà des batteries de données et d'idées sur le sujet, ce n'est pas si sorcier que ça en a l'air.

Et on paye quoi avec ces recettes ? 400 milliards, c'est énorme !

C'est avec ça qu'on refait le monde !

Un quart de cet argent (100 milliards) servira à financer les services publics environnementaux existant : gestion de l'eau, des déchets, des transports en commun, des infrastructures...

Un autre quart (100 milliards) financera la révolution écologique : programmes de **recherche** sur les questions d'énergie, de recyclage, de matériaux, d'agroécologie, de biomimétisme, de captation de carbone, et **subventions** de toutes sortes pour aider les ménages et entreprises dans leur transition et encourager les programmes innovants, **coopération internationale**... Il faudra faire feu de tout bois !



Cinquante autres milliards permettront de payer la transition des acteurs publics : c'est important qu'ils montrent l'exemple, qu'ils créent, avec leur commande, une offre importante, qu'ils lancent la machine !

Le reste, 100 à 150 milliards, permettra de rembourser la dette publique. Non pas à la rembourser par idéologie, mais pour avoir un levier concret sur l'économie. Ce sera, notamment, une soupape qui permettra de lâcher du lest si on voit que tout cela s'emballe, que l'inflation menace, ou tout simplement qu'on n'a pas encore assez de bras, durant les premières années, pour mener notre transition tous en même temps.

Effectivement, ça fait des moyens considérables !

On te l'a assez dit : ce n'est pas la révolution sociale, mais la révolution écologique, c'est une sacrée révolution.

Je veux bien, mais la justice climatique, on sait bien que ce n'est pas possible sans la justice sociale.

« Fin du monde, fin du mois », ça doit être le même combat, comme l'ont brillamment résumé les Gilets jaunes.

Tu as parfaitement raison, c'est pourquoi, après la Liberté et l'Égalité, tu imagines bien qu'on va te parler de Fraternité, non ? Il faut bien que ces gros clichés t'aident à suivre, sinon c'est juste lourd.

Proposition 2

UNE TAXE ENVIRONNEMENTALE POUR UNE RESPONSABILITÉ 100 %

Pour réguler la société de consommation, une « Taxe sur la Valeur Environnementale » frappera l'ensemble des produits et services. Ainsi, les consommateurs seront incités à mieux consommer et les entreprises à revoir leurs mode de production pour limiter leur empreinte.

Monnaie

La révolution écologique n'est pas pour toutes les bourses. Pour manger sans gluten, il faut avoir du blé.

Oh mais tu es drôle !

Merci merci.

Fais moins de blagues pétées et explique plutôt l'idée.

L'idée est de verser chaque mois un Revenu Citoyen de 900 euros à chaque adulte, et 300 euros supplémentaires par enfant mineur, de 18 ans jusqu'à la mort, sans condition (que tu travailles ou non, que tu sois riche ou pauvre).

L'idée est de remplacer toutes les prestations sociales par une somme unique, versée à tous. Aujourd'hui, l'ensemble des prestations sociales (hors santé) s'élève à 509 milliards d'euros. Pour la population 2017, cinquante millions d'adultes et quinze millions de mineurs, un Revenu Citoyen de 900 et 300 euros représenterait un coût total de 600 milliards d'euros. En ajoutant les effets de transition (continuer à verser la différence



de montant entre ce revenu citoyen et les pensions de retraite déjà acquises), ça ferait 700 milliards d'euros pile.

C'est donc une augmentation de 35 % par rapport à l'existant, un peu plus du tiers. C'est conséquent, mais ce n'est pas non plus trois fois la mise. Par exemple, le soutien public apporté par le gouvernement français à l'économie pendant le Covid a représenté 24 % du PIB. C'était le Covid, mais ça, c'est de l'argent magique !

Le revenu universel à la place des pensions, c'est pas mal, mais certains voudraient davantage, et d'autres disent que ça coûte trop cher... Comment vous vous positionnez ?

L'originalité et la double audace de cette proposition est que le Revenu Citoyen serait financé par pure création monétaire de l'État.

Les réflexions sur la création monétaire, en lien avec les propositions de « *green New Deal* », sont au cœur de la réflexion de beaucoup d'économistes (en tous cas parmi ceux qui cherchent des solutions), mais aucune ne va si loin. On raisonne toujours en termes d'emprunts, d'annulation de dette, ou alors on cantonne la création monétaire à des saupoudrages timides (un peu de « monnaie hélicoptère » versée ponctuellement sur ton compte bancaire par la banque centrale)...

Mais on voit bien que sitôt la crise Covid passée, l'argent magique va devoir être remboursé, et que le premier sujet dont on reparle est la réforme des retraites : économiser, rogner, austérité, austérité.

Effectivement, l'heure n'est pas à l'augmentation de la dette !

C'est pour ça que la création monétaire est une vraie solution innovante.

D'abord, parce qu'il est politiquement aberrant que l'État soit la seule entité à ne pas pouvoir créer de monnaie. Les banques le font, les banques centrales le font, et même des particuliers le



font (pense aux cryptomonnaies ou aux monnaies locales), mais pas le premier concerné, l'État ?

Et puis, surtout, cette mesure ne coûte absolument rien et, bien pensée, elle peut enfin permettre d'associer investissements publics massifs et soutien à la consommation responsable, le tout sans ajouter à la dette. Au contraire, les sommes perçues via la TVE permettront de commencer à la rembourser.

Mais alors là c'est toi qui le dis, car j'ai plein de questions : avec un revenu citoyen, ça va être le bordel, les gens vont arrêter de bosser ! Par contre pour les retraités, c'est la misère ! Et puis avec ton histoire de création monétaire, ce sera l'inflation à gogo ! De toute façon on ne peut pas créer de la monnaie avec l'euro ? Et puis et puis

Doucement, doucement, reprends ton souffle. On sait, cette proposition, elle chatouille un peu plus que les autres.

Toutes ces questions sont excellentes, mais on ne pas y répondre ici, ce serait trop long. Va lire la note intitulée *Money Money Money* sur le sujet, dans laquelle on détaille les réponses à tout cela.

Ce qu'on peut dire en un mot c'est que si, c'est faisable, non, ce n'est pas compliqué, non ce n'est pas interdit dans le cadre européen, non ça ne créera pas d'inflation, non les gens n'arrêteront pas de travailler. Peut-être que c'est trop, ou trop peu (plus certainement), peut-être qu'on pourrait l'augmenter en cas de maladie, et pendant la retraite ? C'est à discuter !

Mais ce qui est constant, c'est que cette troisième proposition s'inscrit dans le même état d'esprit que les précédentes. La création monétaire est un outil transpartisan, qui permet d'offrir un supplément de revenu, en toute égalité, sans faire de jaloux ni se créer d'adversaire, d'opposant.

Surtout, il permet à chacun de s'approprier « sa » révolution écologique.

Soit en travaillant plus pour gagner plus, sachant que la consommation sera de toute façon frappée par la TVE.



Soit, au contraire, en ralentissant, car, avec un amortisseur financier permanent comme le revenu citoyen, la pression sur le travail et le chômage diminue. Ceux qui veulent « décroître », travailler moins pour consommer moins, pourront donc également, au rythme qu'ils choisissent. Avec cette mesure, le chantage à l'emploi, permis par le rapport de force complètement déséquilibré en faveur des employeurs, cessera de détruire le lien social.

Proposition 3

UN REVENU CITOYEN CONSÉQUENT, FINANCÉ PAR CRÉATION MONÉTAIRE

Pour mieux consommer, mais aussi pour pouvoir choisir plus librement son travail, chaque personne recevra un revenu citoyen, de sa majorité à sa mort, de 900 euros par mois (et 300 euros par enfant).

Ce revenu est versé par pure création monétaire de l'État.

C'est tout ?

C'est déjà pas mal. Ajoute nos deux principes d'action : changer vite, dans le cadre libéral, et parler à tous, ça fait cinq bonnes raisons de continuer ce dialogue.

Non mais je veux dire, vous balancez ça et on se débrouille avec ? Ciao, the end ?

Mais non, cette note, c'est juste notre manifeste, l'essentiel pour que tu aies une vue d'ensemble et que tu n'aies plus que deux envies : creuser le sujet et nous rejoindre.

On est allé très vite dans ces quelques pages, c'est un résumé, mais chacune des trois propositions doit bien entendu être développée.

La vie est parfois bien faite, car chacune d'elle fait l'objet d'une note dédiée, tu en trouveras la liste à la fin, et surtout en téléchargement gratuit sur le site du Sink Tank.



Tu verras que ces quelques propositions ont des racines profondes et que même si trois mesures, ça semble peu, elles forment en réalité un système cohérent, vertueux, global, qui change profondément la donne.

Ces trois propositions sont enfin très opérationnelles, c'est un socle de mobilisation sur lequel beaucoup de monde, on l'espère, peut se reconnaître, peut se rassembler.

On peut aussi adhérer à l'une ou l'autre seulement, et ça ferait déjà sacrément bouger l'ordre du monde.

La création monétaire, elle est aujourd'hui mise en œuvre en masse par les banques centrales et par les banques tout court, par les geeks libertariens des cryptos comme par des citoyens écolos via des monnaies locales. Ce n'est pas de gauche ou de droite, c'est un outil comme un autre, dont les États sont désormais les seuls imbéciles à s'en priver. On refuse de s'y intéresser, ça a l'air complexe... mais ça ne l'est pas ! Rien n'est plus simple, et peu d'actes sont plus citoyens que de créer une monnaie.

Le revenu citoyen, ou revenu universel, c'est une proposition qui revient, pour des raisons différentes, dans les bouches de penseurs ou de politiciens de gauche comme de droite.

Des impôts plus clairs, plus égalitaires, qui fonctionnent mieux, ce n'est pas de gauche, ce n'est pas de droite, ce devrait être le minimum de la vie en société.

Et mettre chacun devant ses responsabilités, ce n'est que justice élémentaire.

Chacune de ces mesures peut être critiquée, amendée, précisée. C'est le but du Sink Tank, de les mettre en discussion.

Elles sont, au moins, des preuves par l'exemple que l'on peut agir rapidement et simplement.

N'écoute jamais ceux affirment qu'on ne peut rien faire.

Soit ils ne sont pas assez imaginatifs, et dans ce cas, convaincs-les.



Soit ils ont trop intérêt à ce que le système ne change pas, et dans ce cas, convaincs-les aussi.

On est là avec toi pour porter tous les jours ce débat, sur tous les registres, en toutes circonstances.



LES AUTRES NOTES DU SINK TANK

Penser la révolution
écologique

(002)

Win win win

pour un New Deal écologique

(003)

Money Money Money

pour un revenu citoyen financé
par création monétaire

(004)

TVA vs TVE

pour une responsabilité
environnementale 100 %

Agir pour la révolution
écologique

(001)

Sink Tank

c'est quoi, ce think tank ?

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement gratuit sur :

www.lesinktank.org

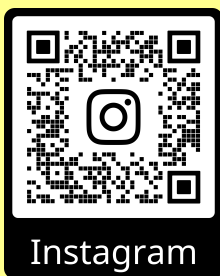
Tu as aimé ? Soutiens-nous.

Cette note est un dialogue,
elle veut devenir une vraie conversation.

Parles-en à tes proches.

Même à mémé.

Inscris-toi à nos réseaux et partage.



Mieux encore, rejoins-nous.

Adhère à notre association sur :

www.lesinktank.org

Montre que tu veux autre chose.

Nous avons besoin de toi.

« Ah c'est un jeu de mot c'est ça ? »

« Ah bon un jeu de mot ? »

« Mais c'est de l'anglais ? »

« Comme les chars d'assaut ? »

« Alors vous êtes vraiment un Fink Tènk ? »

« Mais c'est pas un truc élitiste ça, les think tanks ? »

« Tu connais la différence entre un Amish et mourir de canicule ? »

« Mais vos propositions de réforme, c'est la révolution ? »

« Et l'inflation ? Tu rêves, ya dl'inflation mon vieux ! Tu rêves, non ? »

Ces questions, et quelques autres, sont parmi celles qu'on nous pose le plus souvent. C'est dire le niveau (excellent) car en réalité toutes ces questions sont d'excellentes questions.

Tu te poses des questions, tu as bien raison, eh bien on va te répondre, on n'est pas des brutes après tout.



Cette note est éditée par le **Sink Tank**, think tank citoyen pour une révolution écologique.

www.lesinktank.org